

Dossier / Sondage exclusif IPSE

81 % se sont faits recenser, 74 % veulent voter et préfèrent le dialogue aux marches

Révéle, il y a quelques heures, en plein processus électoral marqué par la campagne ouverte il y a 2 jours, un sondage conduit par l'Institut de prospective et de sécurité en Europe piloté par (IPSE) ...

QUESTION

Avez-vous l'intention d'aller voter aux prochaines élections législatives ?

OUI

74%

NON

18%

Ne sait pas

8%**PAGES 6&7**

Source : d'une part le sondage IPSE et d'autre part les élections.

POLITIQUE

Législatives du 20 décembre

La contre campagne de la C14 aura-t-elle lieu ?

Les partis membres de la Coalition des 14 partis de l'opposition ne sont pas candidats aux élections législatives du 20 décembre prochain, mais ils comptent à l'aide...

PAGE 3**ETRANGER**

Afrique / Indice du terrorisme mondial

Baisse de l'indice avec une fragmentation des groupes

La chute est sensible. Depuis 2016, le nombre de morts liés à des actes de terrorisme a baissé de 27 %, pour atteindre 18 814 en 2017. C'est le fait saillant qui ressort de la sixième édition de l'Indice du terrorisme...

PAGES 4

Cop 24 / Répondre aux exigences de l'Accord de Paris

Le réseau climat et développement a animé un side events hier

PAGE 11

Risques de trouble de la campagne électorale

La caravane de la C14 ne passera pas

C'est connu que la C14 ne veut pas des élections et s'est engagée à perturber sa tenue par tous les moyens. Et elle insiste qu'elle atteindra ses objectifs à travers des marches de protestation voilées sous le couvert de campagne de sensibilisation et marches synchronisées.

PAGE 3**ANALYSE**

Dos au mur, la C14 rêve d'une médiation de dernières minutes

La coordinatrice des 14 partis de l'opposition togolaise (C14), Brigitte Adjamagbo Johnson a révélé hier sur les ondes de RFI, les intentions de la C14 qui veut sortir de l'impasse dans laquelle elle s'est mise toute seule. L'activité dite "Togo mort", du mardi dernier n'a pas répondu aux attentes de la C 14 qui l'a organisée. Malgré cet échec que Mme Adjamagbo-Johnson n'a pas eu le courage politique d'admettre, elle préfère se cacher derrière un bilan qu'elle qualifie de mitigé, ce qui, bien sûr est une contre-vérité...

PAGE 3

Financement de l'agriculture

MIFA TOGO met en exergue l'opérationnalisation de la chaîne de valeur au Togo

Acteurs et promoteurs de la chaîne de valeur agricole ont pris d'assaut hier mardi, 04 décembre 2018, la salle AFRICA de CETEF TOGO2000 pour répondre au rendez-vous...

**PAGE 11**

 SOMMAIRE	Madagascar Top départ de la campagne pour le 2ème tour  P 4	Commerce La CCIT incite les opérateurs économiques à signaler les obstacles liés au commerce  P 5	Hypotension orthostatique Quand la tension artérielle est trop basse  P 10	Campagne électorale 2018 Le Klotto constate l'effectivité de la campagne électorale  P 11
--	--	---	---	--

Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique hebdomadaire “Echos des Bénéficiaires des produits FNFI”, Togo Matin vous conduit à Lomé, dans la Région Maritime pour mettre sous les feux de la rampe les expériences et témoignages d’une quarantenaire, AMEDOUME Abra, revendeuse de bouillie, bénéficiaire du Produit Accès des Pauvres aux Services Financiers (APSEF).

Les différentes institutions de microfinance partenaires du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) dans la distribution des produits ont chacune mis en place des différentes stratégies afin de pouvoir renforcer la sensibilisation et la communication vis-à-vis des différents bénéficiaires réels et potentiels des crédits.

C’est le cas notamment de la mutuelle ASJD qui organise périodiquement, tous les seconds lundis du mois, des séances de sensibilisation et renforcement de capacités. Ce Lundi, c’est le quartier de Bè-Kpota qui accueille les agents de crédit de la mutuelle ASJD. Au menu, des échanges de discussions avec le groupement Pomeneyo (Bien-être familial). Au nombre des membres du groupement, AMEDOUME Abra, qui fait office de leader du groupe.



AMEDOUME Abra

“ Quand on est membre d’un groupement, il faut quelqu’un de dynamique, de forte, de persévérante, bref, quelqu’un qui puisse faire entendre raison à tous les autres membres du groupement. Moi personnellement, j’ai toujours recherché l’information. J’ai toujours prêté oreille attentive à tout ce qui pouvait m’aider aller de l’avant. Et Justement le FNFI était une institution dont j’avais longtemps entendu parler. Très vite, les amies et moi, nous

nous sommes constituées en groupe solidaire et nous avons suivi toutes les étapes du processus d’obtention du crédit.” Des étapes qui vont de la formation en techniques de création d’entreprise, en gestion de crédit, de quoi outiller les bénéficiaires sur la culture entrepreneuriale et renforcement en éducation financière. “ La formation a été très bénéfique pour nous, personnellement j’ai appris comment transformer une idée en activité génératrice

de revenus, comment gérer efficacement un crédit et comment surtout rembourser dans les délais. Après tout le processus dont j’ai parlé, je suis rentré en possession de mon premier crédit APSEF, un montant de 30.000 FCFA qui m’a permis de pouvoir démarrer la fabrication et la commercialisation de la bouillie. Très vite au bout de 6 mois, je suis parvenu à rembourser ce premier crédit et j’ai obtenu le second crédit de 40.000 FCFA. Ce crédit m’a permis de renforcer mon activité avec la fabrication et la commercialisation de petits gâteaux. Désormais avec mon activité, je me sens utile à quelque chose. Vous savez, dans nos sociétés africaines, la bouche qui n’a pas d’argent n’a pas droit à parole. On ne respecte une personne que lorsqu’elle a sous la main une activité génératrice de revenus”. Le FNFI compte aujourd’hui parmi les puissants instruments de lutte contre la pauvreté. Grace au FNFI et à ses différents produits, la vie a changé de manière positive pour

des milliers de personnes. En effet, les femmes sont plus autonomes économiquement et les jeunes sont mieux insérés sur le plan professionnel. Cette initiative a permis de rendre une certaine fierté à ces populations vulnérables grâce à leur capacité nouvelle à prendre soin de leurs familles, de l’éducation de leurs enfants et de leurs besoins fondamentaux. Les premiers produits APSEF (essentiellement dédié aux femmes en groupement), AGRISEF (pour les agriculteurs), AJSEF (pour les jeunes) ont été mis en œuvre entre 2014 et 2016 et sont désormais durablement ancrés parmi les outils de lutte contre la pauvreté. Le FNFI est une expérience inédite mais aussi encourageante grâce au leadership des bénéficiaires, de la Fédération des Bénéficiaires des Services Financiers (FEBESEF) pour leurs actions de sensibilisation et d’accompagnement, mais aussi aux institutions de micro finance partenaires sans oublier l’équipe organisationnelle du FNFI.

KD

Kloto

Guide pratique de recouvrement de recettes non fiscales validé

Les cadres du ministère de l’Administration territoriale, les autorités communales et Agents de services ont validé le guide de recouvrement des recettes non fiscales des collectivités territoriales au cours d’un atelier tenu les 28 et 29 novembre 2018 à Kpalimé.

Cette rencontre a pour objectif de valider le guide pratique permettant ainsi aux responsables et agents communaux d’effectuer une mobilisation et un suivi efficace des recettes non fiscales, en collaboration avec les services du Trésor et d’autres parties prenantes au niveau local.

Zio

Violences faites aux femmes

Le groupe de réflexion et d’action, femme démocratie et développement (GF2D) a organisé les 27 et 28 novembre 2018, des journées portes ouvertes sur son centre d’écoute et d’assistance juridique à Tsévié.

Cette rencontre a été meublée par des séances de sensibilisation et d’information sur les violences sexuelles à l’égard des femmes et filles, des stratégies communautaires pour la réduction des violences basées sur le genre.

 TOGOMATIN	Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_LOM 2015 B 1045 BP : 30117 Lomé - Togo Tél : (+228) 22 25 02 23 / 90 15 39 77 / 97 87 12 42 Facebook: togomatin E-mail : atogomatin@gmail.com Site web: www.togomatin.tg Tw: @togomatin1 Mson de la Presse: Casier N° 53 Siège Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper	Directeur de publication : Motchosso Kodolakina Secrétaire de rédaction : Rachidou Zakari Responsable web: Carlos Amevor Comité de rédaction: Françoise Dasilva Alexandre Wémima Edem Dadzie	Essoyodou Awih Edodji Nadia Attipoe Edem Kodjo Responsable administrative: Gloria Léma Yagla Service commercial: DIRECT AGENCE Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00	Graphiste: Eros Dagoudi Imprimerie: Direct Print Distribution : Togo Express Tirage : (2000 exemplaires)
---	--	--	--	--

ANALYSE

...Dans son intervention sur la RFI, la coordinatrice de la Coalition des 14 partis de l'opposition, Mme Adjamagbo Johnson, a qualifié le bilan de la marche de mitigé, alors que c'était plutôt un échec. A preuve, le même mardi, les activités se sont

normalement déroulées. Au grand marché de Lomé par exemple, tout était normal et l'affluence a été à son comble comme d'habitude. Même la campagne électorale s'est déroulée sans aucun incident. La marche n'a pas eu d'impact conséquent pour parler d'un bilan mitigé. Tout porte à croire que l'opposition

se trouve le dos au mur et feint de ne pas voir la réalité. Plus loin dans ses interventions, la coordinatrice de la C 14 souhaite une médiation pour un report des élections. Qu'est-ce qui prouve que cette opposition consentira si les élections étaient repoussées? Y-a-t-il au sein de cette C14 une volonté pour

faire avancer les choses? A-t-elle toujours sa politique en main? Les réponses à ces questions sont loin d'être affirmatives. Si Mme Adjamagbo-Johnson préfère affirmer que le bilan de la marche est mitigé, pour une opposition qui a toujours vanté les bons résultats des marches même

si la réalité est tout autre, c'est décidément la preuve que l'appel au soulèvement des citoyens togolais n'a pas eu sa raison et que les Togolais veulent évoluer dans la dynamique des décisions déjà prises pour ces élections.

Attipoe Edem Kodjo

Législatives du 20 décembre

La contre campagne de la C14 aura-t-elle lieu ?

Les partis membres de la Coalition des 14 partis de l'opposition ne sont pas candidats aux élections législatives du 20 décembre prochain, mais ils comptent à l'aide d'une série de manifestations, aller en campagne, afin d'empêcher la tenue des élections. Ont-ils fait savoir dans une déclaration publiée hier mercredi à l'occasion d'une conférence de presse tenue au siège de la CDPA à Lomé.

On les croyait complètement désintéressés par les élections législatives du 20 décembre, mais il faut croire que la C14 tient toujours à rattraper le train des élections législatives qui devront permettre aux Togolais d'élire leurs représentants à l'Assemblée nationale. Leur stratégie, mener une contre campagne avec une série de manifestations sur toute l'étendue du territoire. « La Coalition

tient à informer l'opinion nationale et internationale que par un courrier daté du 02 décembre 2018, elle a signifié au ministre de l'Administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales qu'elle n'entend plus se plier devant l'interdiction de ses manifestations ou l'imposition des itinéraires des dites manifestation », lit-on dans le communiqué publié hier par la Coalition. Le programme des manifestations publié dans

le communiqué indique que la C14 compte organiser le jeudi 6 et vendredi 7 décembre 2018, une caravane de sensibilisation dans les rues de Lomé et des villes de l'intérieur du pays. Le samedi 8, lundi 10, mardi 11, mercredi 12 et vendredi 13 décembre prochains, Madame Adjamagbo Johnson et ses compagnons veulent organiser des marches synchronisées à Lomé et sur toute l'étendue du territoire national. Une



Coalition en conférence de presse

autre série de marches synchronisées aura lieu à Lomé et sur toute l'étendue du territoire national les samedi 15, dimanche 16, lundi 17 et mardi 18 décembre prochains.

Des marches qui n'auront plus finalement lieu, car interdites par le ministère de l'Administration territoriale et des collectivités locales.

Rachidou Zakari

Risques de trouble de la campagne électorale

La caravane de la C14 ne passera pas

C'est connu que la C14 ne veut pas des élections et s'est engagée à perturber sa tenue par tous les moyens. Et elle insiste qu'elle atteindra ses objectifs à travers des marches de protestation voilées sous le couvert de campagne de sensibilisation et marches synchronisées. C'est donc tout naturellement que le ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et des



Payadowa BoukpeSSI, ministre de l'Administration territoriale

collectivités locales a adressé aux responsables des partis membres de la C14 qui ont exprimé la volonté de perturber les élections à travers des marches, un courrier interdisant ces manifestations. Conséquence : ceux qui vont s'aventurer à se rendre aux marches vont subir la rigueur de la loi. Lire l'intégralité du courrier.



MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA DECENTRALISATION ET DES COLLECTIVITES LOCALES

REPUBLIQUE TOGOLAISE
TRAVAIL-LIBERTE-PATRIE

CABINET

N° 0520 /MATDCL/CAB

Lomé, le 05 DEC 2018

Le Ministre

A

Madame et Messieurs les Présidents des regroupements de partis politiques ; CAP 2015, Groupe de Six ; CAR et Santé du peuple

LOME

Objet : V/L n°18-070/C14/GA-BKAJ

Madame et Messieurs,

Faisant suite à votre lettre du 05 décembre 2018, je vous fais part de ce qui suit :

Vous avez publiquement indiqué à plusieurs reprises, votre volonté d'empêcher par tous les moyens la tenue des élections législatives du 20 décembre 2018 telles que décidées par la CEDEAO.

Ces déclarations publiques ont été confirmées par le fait que votre coalition n'a pas présenté de listes pour le scrutin du 20 décembre 2018.

Dans ces conditions, vous ne pouvez pas prendre part à la campagne électorale pour les élections du 20 décembre 2018.

Par ailleurs, le risque que vos caravanes et cortèges se heurtent à ceux des partis engagés dans la campagne électorale demeure par conséquent fort probable. Ce qui conduirait à un risque très élevé de troubles grave à l'ordre public.

En conséquence, les manifestations relatives aux caravanes de sensibilisation que vous avez programmées dans les rues de Lomé, ainsi que les marches synchronisées du 6 au 18 décembre 2018 à Lomé et sur toute l'étendue du territoire national ne sont pas acceptées en application de l'article 16 de la loi n° 2011-010 du 16 mai 2011.

Veuillez agréer, Madame et Messieurs les présidents, l'expression de mes salutations distinguées.


Payadowa BOUKPESSI

Afrique/Indice du terrorisme mondial

Baisse de l'indice avec une fragmentation des groupes

La chute est sensible. Depuis 2016, le nombre de morts liés à des actes de terrorisme a baissé de 27 %, pour atteindre 18 814 en 2017. C'est le fait saillant qui ressort de la sixième édition de l'Indice du terrorisme mondial, publié mercredi 5 décembre par le think tank « Institute for Economics and Peace ».

Le recul de Daesh en Irak et en Syrie, et la perte d'influence de Boko Haram dans le nord du Nigéria, contribuent largement à cette évolution. En Irak et en Syrie, les auteurs du rapport comptent respectivement 5 500 et 1 000 morts en moins causés par le terrorisme en 2017. L'Irak est le pays dont la situation s'est le plus améliorée, avec une baisse de 56 % de tués en 2017. Les quatre organisations terroristes les plus meurtrières sont, dans l'ordre, l'État islamique, les Talibans, les Shebab et Boko Haram.

À travers le monde, 94 pays ont vu leur situation s'améliorer, quand 46 – dont la Somalie et l'Égypte – ont au contraire subi une détérioration. En Afrique subsaharienne, le terrorisme a fait 5 % de morts en plus en 2017. Les Shebab en Somalie détiennent ainsi le macabre record de l'attentat le plus meurtrier de l'année 2017, avec 588 victimes le 14 octobre après l'explosion d'un camion devant l'hôtel Safari de Mogadiscio. En Europe, si le nombre d'actes terroristes a lui aussi chuté en 2016-2017, malgré le retour de milliers



Des terroristes armés

de jihadistes du Moyen-Orient, la menace s'est étendue à d'autres pays. Huit pays européens ont ainsi eu à déplorer au moins un mort sur leur territoire en 2017. Un niveau jamais atteint ces 20 dernières années.

Les auteurs du rapport dégagent deux caractéristiques fortes du paysage terroriste. Les dix

pays les plus touchés au monde par le terrorisme connaissent tous un ou plusieurs conflits armés, et comptent pour 84 % des victimes du terrorisme. Le deuxième facteur, c'est l'utilisation de la terreur politique par les acteurs étatiques.

Malgré la diminution sensible des actes terroristes à travers le

monde, l'heure n'est pas au triomphalisme : « On assiste à une fragmentation des groupes. De nouveaux candidats apparaissant avec le déclin de l'EI. En 2017, plus de 40 nouveaux groupes terroristes ont vu le jour, même si Daesh reste le plus meurtrier. Un phénomène de déplacement de la zone du terrorisme s'observe, du Sahel/Moyen-Orient à l'Asie du sud-est, au Myanmar et aux Philippines notamment. Le paysage est en mutation. Au Nigéria, si Boko Haram a reculé, des pasteurs fulanis extrémistes ont en quelque sorte pris le relais en menant au cours des six derniers mois de nombreuses attaques meurtrières », relève Serge Stroobants.

T.M. et Jeuneafrique.com

Madagascar

Top départ de la campagne pour le 2ème tour

La campagne pour le second tour de l'élection présidentielle a été officiellement lancée mardi 4 décembre à Madagascar. Les deux anciens chefs d'Etat, Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana, ont deux semaines pour convaincre les électeurs. Ils ont tous les deux commencé leur campagne dans le centre du pays avec une cérémonie religieuse, l'un comme l'autre certains de leur victoire.

Les formations politiques et les candidats perdants du premier tour ont fait savoir leurs positions, à par le président sortant Hery Rajaonarimampianina, qui lui, n'a donné aucune consigne de vote.

Il y a quelques jours, Rolland Ratsiraka, Jean Max Rakotomamonjy et Joseph Martin Randriamampionona ont annoncé leur soutien à Andry Rajoelina. De l'autre côté, Solonandrasana Olivier Mahafaly, Ny Rado



Ravalomanana et Rajoelina

Rafalimanana, Serge Jovial Imbeh, Radavidson Andriamparany ont emboîté les pas de anirisoa Ernaivo dans le camp de Marc Ravalomanana. Tout comme

le président sortant, Tabera Randriamanantsoa a choisi de laisser aux électeurs le libre arbitre.

Dans son quartier général du centre de la capitale,

après un culte protestant, Marc Ravalomanana s'est adressé à quelques centaines de partisans. Un discours placé sous le regard de Dieu mais qui n'a pas empêché l'ancien chef d'Etat de s'en prendre à son concurrent Andry Rajoelina : « Je vais bientôt reprendre ma place de président. N'ayez pas peur, croyez simplement. Mon adversaire actuel m'a renversé en 2009. Nous n'accepterons plus jamais un président qui divise le pays. Nous avons besoin d'un leader... pas d'un DJ. Nous avons besoin d'une personne qui a peur de Dieu et des Malgaches. Nous

avons besoin d'un bâtisseur, pas d'un destructeur... ».

Andry Rajoelina a lui déclaré « être prêt à sauver Madagascar. C'est le peuple malgache qui m'envoie et Jésus Christ », a-t-il indiqué pendant une messe organisée à Ampefy, à une centaine de kilomètres à l'ouest d'Antananarivo. Il a ensuite enchaîné les meetings dans plusieurs localités auprès des habitants des campagnes. C'est la première fois que les deux protagonistes de la crise de 2009 s'affrontent dans les urnes. Lors de la dernière présidentielle de 2013, ils n'avaient pas pu se présenter, notamment sous la pression de la communauté internationale.

T.M.

Burkina-Faso/Justice

François Compaoré bientôt extradé

Mis en cause dans l'enquête sur l'assassinat en 1998 du journaliste Norbert Zongo. Sous le coup d'un mandat d'arrêt international depuis mai 2017, François Compaoré avait été interpellé à l'aéroport de Roissy à la fin octobre 2017. La justice française a autorisé, mercredi 5 décembre, l'extradition de François Compaoré vers le Burkina Faso, où le frère de l'ancien président déchu, Blaise Compaoré, est mis en cause dans l'enquête sur l'assassinat du journaliste Norbert Zongo en 1998.

La Cour d'appel de Paris a donné son feu vert à cette extradition, à laquelle le parquet général s'était déclaré favorable. Mais le feuilleton judiciaire n'est pas terminé, car

la défense de François Compaoré a indiqué qu'elle allait former un pourvoi en cassation. Et pour être effective, une extradition doit aussi faire l'objet d'un décret gouvernemental.

La décision de la Cour a déjà fait l'objet d'un pourvoi en cassation de la part des avocats de François Compaoré, 64 ans. Par ailleurs, l'un des défenseurs de M. Compaoré, Pierre-

Olivier Sur, annonce son intention de demander la comparution du juge d'instruction burkinabé pour « faux en écriture publique », après que la Cour d'appel de Paris a relevé que l'une de ses citations n'était pas « correcte ».

François Compaoré avait été arrêté à l'aéroport parisien Roissy-Charles-de-Gaulle en octobre 2017 sur la base d'un mandat d'arrêt émis le 5 mai 2017 par les autorités de Ouagadougou. Le Burkina

Faso l'accuse d'être impliqué dans l'assassinat du journaliste Norbert Zongo, très critique à l'encontre du pouvoir de l'époque.

La Cour d'appel de Paris avait refusé dans un premier temps, en juin dernier, de statuer sur la demande d'extradition du Burkina Faso et demandé des élém3

ents matériels précis de nature à impliquer directement François Compaoré.

T.M.

Emploi des jeunes

Le Paiej-Sp en pole-position pour la création de 20 000 emplois directs à l'horizon 2020

L'emploi des jeunes est une priorité pour le gouvernement togolais qui a initié plusieurs projets parmi lesquels le Projet d'appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs (Paiej-Sp). Ce projet cofinancé par l'Etat togolais et la Banque africaine de développement (Bad) fait du chemin. En deux ans, il a permis de créer au total 35 167 emplois dont 14 225 directs.

Le Projet d'appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs a permis d'appuyer 9 Petites et moyennes entreprises (PME). Il prévoit d'appuyer 12 PME structurantes. Le Paiej-Sp table sur 20 000 emplois directs en 2020. A priori, cet objectif pourra être atteint. C'est d'ailleurs l'avis du coordinateur du projet M. Kossivi Agbo qui soutient que tous les

objectifs assignés à ce projet seront atteints.

Depuis le lancement de l'initiative, les premiers responsables du projet s'attèlent à cette tâche. Ceci leur a permis de créer 14 225 emplois directs en 2 ans. Le mois dernier, une mission de la Bad a constaté les progrès réalisés dans la mise en œuvre de ce projet et de constater son impact sur les populations. Le Paiej-Sp va indirectement

changer le quotidien de 150 000 personnes.

Le projet est mis en œuvre sur toute l'étendue du territoire et accorde une attention particulière aux régions les plus défavorisées notamment les régions Savanes, Centrale et Plateaux. L'initiative permet d'octroyer des crédits aux acteurs du secteur agricole organisés suivant le modèle chaîne de valeur.



Victoire Tomégah Dogbé en charge de l'emploi des jeunes rendant visite à des bénéficiaires

Vu les premiers succès enregistrés par le projet, son extension aux maillons transports, logistique et mécanisation est vivement souhaitée par le directeur

de l'emploi des jeunes M. Anala Telata. Ceci pourra permettre à plus de jeunes togolais d'en tirer profit.

F.T.

Commerce

La CCIT incite les opérateurs économiques à signaler les obstacles liés au commerce

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT) invite les opérateurs économiques à participer au mécanisme d'alerte sur les obstacles au commerce (MAOC), en renseignant régulièrement les divers obstacles liés au commerce qu'ils rencontrent quotidiennement.

Conçue et développée par le Centre de Commerce International (ITC), cette plateforme en ligne, permet aux opérateurs commerciaux de rapporter les obstacles qu'ils rencontrent lors de l'exportation ou de l'importation de leurs produits et d'en alerter instantanément les autorités nationales compétentes (à travers un système d'alerte e-mail)

afin qu'elles puissent apporter les solutions nécessaires.

Les problèmes notifiés par les opérateurs sont transmis au point focal national (pour le Togo, la CCIT) qui s'assure de la validité du rapport d'obstacle créé, avant de l'envoyer par courrier à l'agence ou à l'autorité compétente. A partir de ce moment, le rapport devient « public » et peut être consulté sur la plateforme

par tous les utilisateurs.

L'agence concernée une fois alertée, soumettra ensuite une réponse au point focal national qui se chargera de mettre en ligne les informations transmises qui feront partie intégrante du rapport d'obstacle. Ces informations seront envoyées automatiquement par e-mail à l'opérateur économique ayant rapporté l'obstacle.

L'objectif d'un tel



Le siège de la Chambre de commerce

mécanisme est de rencontrer la communauté des affaires.

faciliter l'identification et l'élimination des obstacles au commerce que peut

www.togofirst.com

DMi
directmédia

Société d'Info de



Edition



Presse



Radio



Télévision

R e j o i g n e z - n o u s a u j o u r d ' h u i



Cedevelli, Rue Sanelit, 31 maison avant Groupe CA-HE-4. RCCM N° TG-LDM 2015 B 1045
BP 30117 - Tél. 22 25 02 28 / 00 15 89 77 / 07 87 12 42 - E-mail : atogopress@gmnet.tg

Sondage exclusif IPSE / processus électoral, niveau de vie et image des partis politiques

81 % se sont faits recenser, 74 % veulent voter et préfèrent le dialogue aux marches

Révéle hier devant des journalistes à Paris, alors que le processus électoral bat son plein au Togo et marqué par la campagne ouverte il y a 2 jours, un sondage conduit par l'Institut de prospective et de sécurité en Europe piloté par (IPSE) révèle que 81 % des Togolais se sont faits recenser en vue des prochaines échéances. Togomatin se fait le devoir de faire découvrir en exclusivité, les résultats de cette enquête foisonnante d'enseignements. Le sondage montre que 74 % d'entre eux ont l'intention d'aller voter, qu'ils privilégient le dialogue plutôt que les marches. Nombre de Togolais, 81 %, sont favorables à la limitation à deux mandats présidentiels et estiment que les élections seront particulièrement ouvertes. Le sondage, met aussi en lumière les conditions de vie des Togolais. Si la majorité d'entre eux considère qu'ils partagent globalement (60 %) les mêmes conditions de vie que leurs voisins immédiats, ils sont néanmoins 40 % à considérer qu'ils vivent personnellement mieux au Togo qu'au Ghana, au Burkina Faso ou au Bénin. Avec plus de 100 partis politiques enregistrés pour une population de 6 millions d'habitants, seuls 4 partis et 4 leaders occupent la tête de peloton, selon les appréciations des enquêtés: « UNIR, PNP, ANC et UFC pour les partis et Jean-Pierre Fabre, Tchikpi ATCHADAM , Kodjo ADEDZE et Yaovi AGBOYIBOR pour les leaders ». On notera que ce sondage a été réalisé du 20 octobre au 18 Novembre 2018 auprès d'un échantillon représentatif de la population togolaise de plus de 5 000 personnes en âge de voter, sélectionnées selon des critères d'âge, sexe, statut professionnel et d'ethnies, réparties proportionnellement dans les 6 régions administratives à savoir : Lomé / Golfe ; Maritime ; Plateaux ; Centrale ; Kara et Savanes. L'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE), laboratoire d'idées spécialisé sur les questions stratégiques et internationales eurafricaines. Lire l'enquête.

Méthodologie

Enquête réalisée du 20 octobre au 18 Novembre 2018 auprès d'un échantillon représentatif de la population togolaise de plus de 5 000 personnes en âge de voter, sélectionnées selon des critères d'âge, sexe, statut professionnel et d'ethnies, réparties proportionnellement dans les 6 régions administratives du TOGO comme suit :
Lomé/Golf : 1 100 personnes interviewées
Maritime : 1 000 personnes interviewées
Plateaux : 1 050 personnes interviewées
Centrale : 950 personnes interviewées
Kara : 600 personnes interviewées
Savanes : 700 personnes interviewées
Le questionnaire a été administré en face à face par

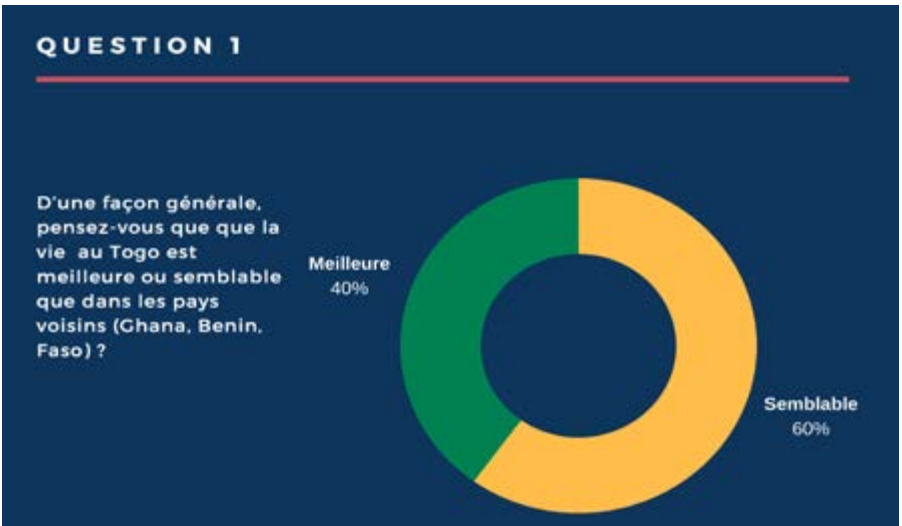
une équipe de 26 enquêteurs Togolais sous la conduite de 3 superviseurs. Les enquêteurs parlaient le français et au moins une des langues usuelles aux principales ethnies.

Le questionnaire soumis aux personnes sondées comprenait trois parties :
A/ Les Togolais et leurs conditions de vie ; B/ Les Togolais et le processus électoral ; C/ L'image des grands partis politiques et des leaders actuels.
Les enquêtes ont été réalisées entre le 20 octobre et le 18 novembre, avant la convocation du corps électoral pour le 20 décembre et avant la décision formelle d'une partie de l'opposition de boycotter le scrutin.

A. Les Togolais et leurs conditions de vie

D'une manière générale, les Togolais sont lucides quant à la qualité et au niveau de vie en Afrique aujourd'hui, et en particulier dans la sous-région, comparés aux leurs.

Si la majorité d'entre eux considère qu'ils partagent globalement (60 %) les mêmes conditions de vie que leurs voisins immédiats, ils sont néanmoins 40 % à considérer



qu'ils vivent personnellement mieux au Togo qu'au Ghana, au Burkina Faso ou au Bénin.
A titre de comparaison, trois domaines leur paraissent mieux assurés au Togo que chez les voisins : la sécurité, la liberté et le droit de vote. Un domaine leur paraît être comparable : l'éducation. Deux domaines leur paraissent mieux assurés chez les voisins

que chez eux : l'accès aux soins et les routes et transports. Exprimant en résumé leur opinion sur l'évolution de leur pays depuis cinq ans, les Togolais se divisent en trois tiers quasiment égaux : un tiers d'entre eux (35 %) considère que la situation s'est plutôt améliorée, un tiers (34 %) qu'elle s'est détériorée et un tiers (30 %) qu'elle n'a pas changé.

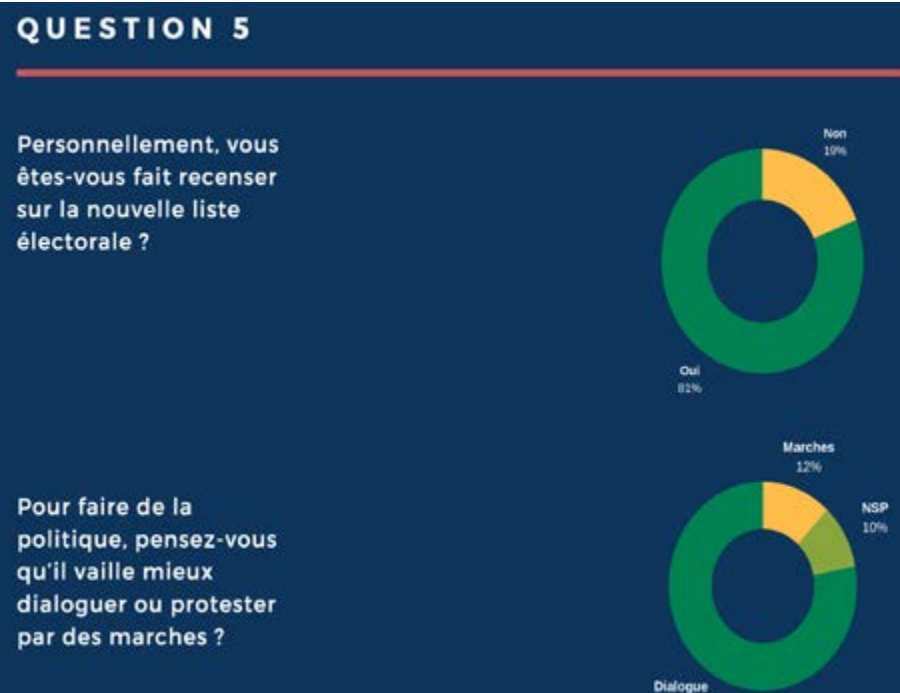


B. Les Togolais et le processus électoral



Afin de mesurer l'état d'esprit des Togolais face au processus électoral en général, et plus précisément par rapport à l'expression démocratique et aux échéances à venir,

il ressort que 81 % des Togolais se sont faits recenser en vue des prochaines échéances, que 74 % d'entre eux ont l'intention d'aller voter, qu'ils privilégient



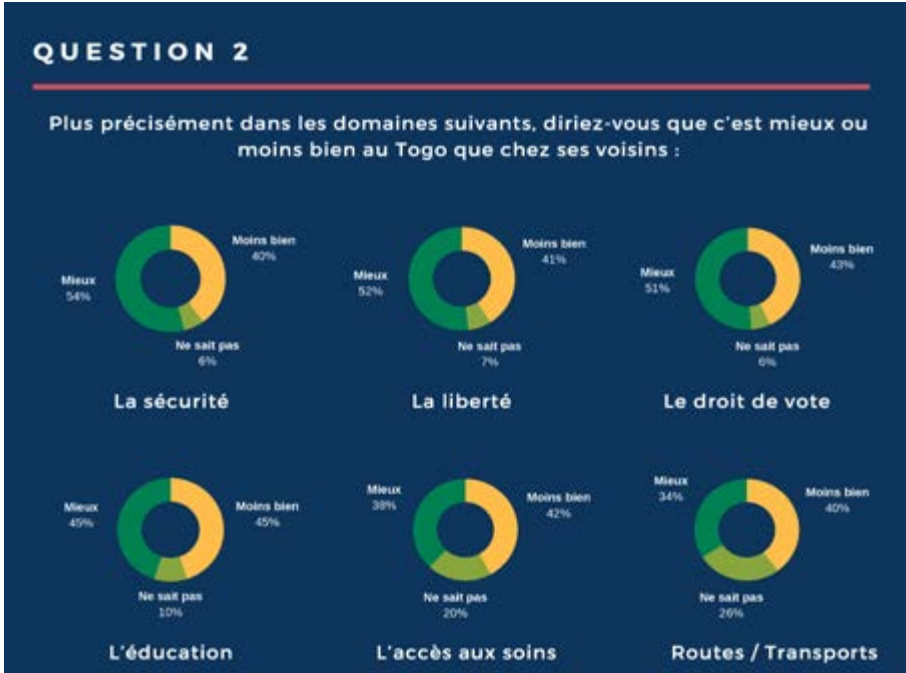
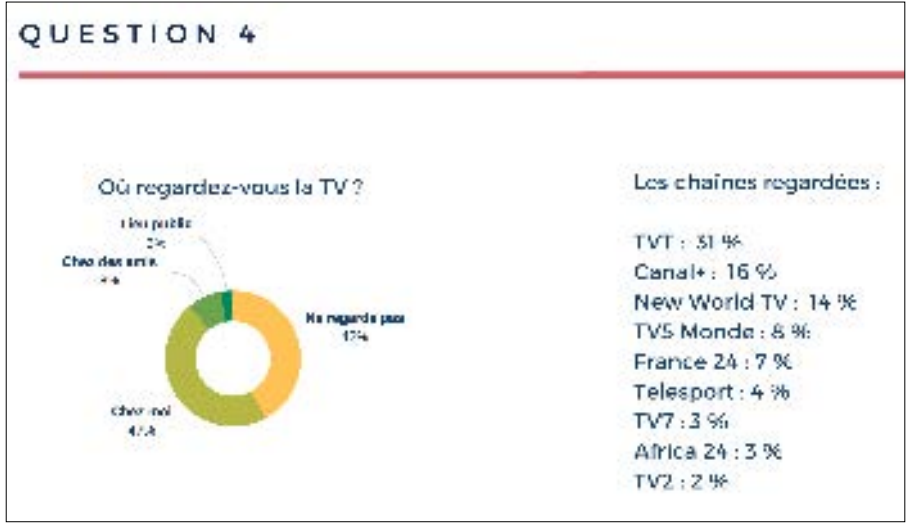
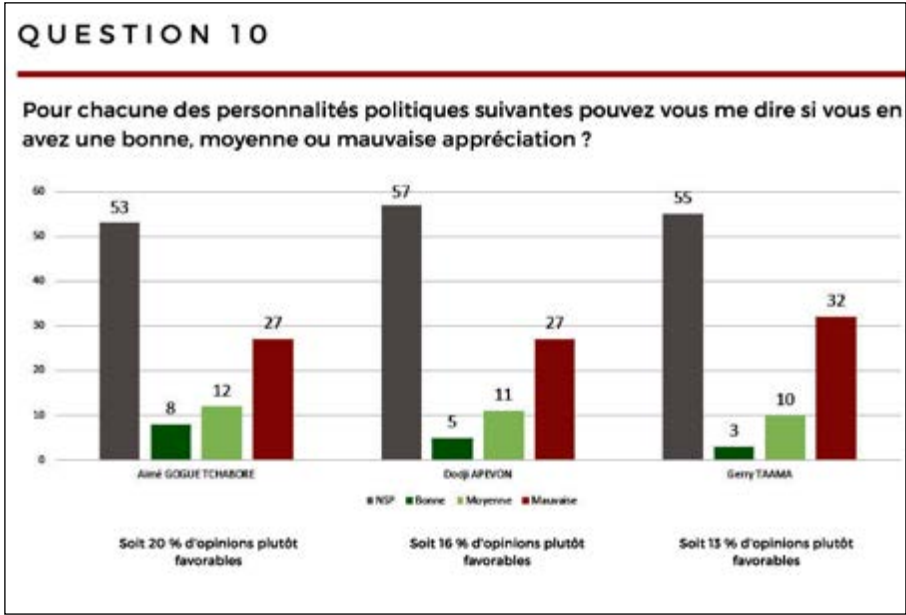
nous leur avons d'abord demandé s'ils s'étaient inscrits sur la nouvelle liste électorale, quel était leur sentiment vis-à-vis de l'expression politique en général, leur opinion à propos d'une éventuelle modification de la Constitution instaurant la limitation des mandats, s'ils avaient l'intention d'aller voter aux prochaines législatives et quels étaient leurs souhaits quant aux résultats de celles-ci. De l'analyse des résultats,

le dialogue plutôt que les marches, que 81 % sont favorables à la limitation à deux mandats présidentiels et que les élections seront particulièrement ouvertes, puisque d'une part, à peu près la même proportion d'électeurs souhaite la victoire de la majorité et de l'opposition (31 % contre 32 %) tandis que 37 % d'entre eux ne se prononcent pas et constituent sans doute le marais hésitant qui fera la différence souhaitée.

C. L'image des grands partis politiques et des leaders actuels

Avec plus de 100 partis politiques enregistrés pour une population de 6 millions d'habitants, le Togo pourrait aisément recevoir la palme d'or de la catégorie, si on décernait un trophée dans ce domaine. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que lorsqu'on demande aux Togolais d'émettre une opinion sur tel parti ou tel leader, seuls

les plus connus d'entre-eux reçoivent une appréciation de la part des citoyens. A la lecture des résultats, on constatera que 4 partis et 4 leaders font la course en tête des appréciations : UNIR, PNP, ANC et UFC pour les partis et Jean-Pierre Fabre, Tchikpi ATCHADAM, Kodjo ADEDDZE et Yaovi AGBOYIBOR pour les leaders.



Pharmacies de garde de Lomé du 03 au 10 / 12 / 2018		
3e ARRondissement	Bd. 13 Jan	22 21 52 27
CENTRE	46, Rue de la Gare	22 21 83 30
OCEANE	Rue OCAM	22 22 62 77
CRISTAL	Bd Houphet Boigny	22 20 90 91
ECLAIR	Bè Ahligo	22 22 75 11
EMMANUEL	Kodjoviakopé	22 21 30 98
Ste MARIE	Tokoin-RAMCO	22 21 85 58
St KISITO	Bd. de la Kara	22 21 99 63
SOURCE DE VIE	C. Protestant	22 22 45 71
ISIS	Avenue Jean Paul II	70 44 83 87
PAIX	Résidence du Benin	22 26 40 91
FRATERNITE	Hedzranawé	22 26 81 55
APOTHEKA	Kegué	22 61 57 57
KLOKPE	Togo 2000	22 52 20 78
FIDELIA	Bè-Kpota	22 71 95 95
SARAH	Adakpamé	22 27 09 25
ADIDOGOME	Adidogomé	22 50 54 85
SILOE	Apédokoe Atigangomé	90 80 26 39
MAGNIFICAT	Aflao Sagbado	70 44 51 59
ACTUELLE	Route de Ségbé	22 51 11 72
JAHNAP	Djidjolé-Gakli,	22 51 22 86
SOLIDARITE	Avédji	22 50 37 07
Notre Dame de	LOURDES	Agoè-Anome
ENOULI	Agbalepedogan	22 25 90 68
ORCHIDEE	LLEO 2000	22 51 30 40
APOLLON	Avédji	70 41 01 07
SATIS	Agoè-Logopé	70 44 85 17
St ESPRIT	Agoè-Nyivé	70 40 29 06
St MICHEL	Agoenyivé	22 51 70 22
EXCELLENCE	Agoe	22 51 77 87
VITAS	Agoè Assiyéyé	22 25 63 43
La FLAMME D'AMOUR	Agodeke	70 45 70 14
LE DESTIN	Baguida	70 41 15 41

Quelques ambas- sades et consulats
■ Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
■ Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
■ Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
■ Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
■ Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
■ Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
■ Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
■ Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
■ Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
■ Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
■ Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
■ Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
■ Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
■ Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
■ Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
■ Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
■ Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
■ Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
■ Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
■ Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
■ RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses
COURRIER EXPRESS DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51 EMSTOGO (Tél: 22 26 70 51) FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26
OPERATEURS TELEPHONIQUES MOOV :Tél. 22 20 13 20 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14
SANTE GENERALISTES DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68 HORLOGE PARLANTE; Tél: 116 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72
OU MANGER ET DORMIR A LOME? HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11
MUSCULATION ET MASSAGE Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30 AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 7919 BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60 GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70
AGENCE DE COMMUNICATION Larry Event Day (LED) Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel Communication, Location d'espaces Conseils, Wedding Planner et Décoration Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers AG Partners: Sise à Cassablanca www.couleurafrique.com
SUPERS MARCHES A LOME CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche) LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43
FRUITS ET LEGUMES MARCHÉ ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion) MARCHÉ DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO) PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38
DANSE ET COURS DE ZUMBA AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919 COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30 COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86
AVIATION AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél : 22 40 04 99

Traduction

Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?
Plus de soucis, contactez:
Africa Translate Consulting.
Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
E-mail: dhoglonou@africatranslate.com

Quelques règles de perfection

A/ Ne sois pas bavard. Garde les secrets que l'on te confie et ne raconte pas ce que tu entends;
B/ Ne sois pas un menteur, respecte ta parole donnée et tes rendez-vous en plus ne dis pas tout ce que tu penses, surtout si cela peut blesser;
C/ Sois correcte par ton habillement et ta parole, sois honnête et sincère , sache que le respect se mérite ;
D/ Si tu as tort, reconnais tes erreurs et n'aie pas peur de dire je m'excuse*et *je regrette;
E/ Évite de perdre le contrôle de toi-même et traite les autres de la même manière que tu voudrais qu'on te traite;
F/ Plutôt que de critiquer, fais l'éloge de ceux qui le méritent et tais-toi sur ce qui ne te plaît pas

Réflexion

Un vigile par un rêve a eu une révélation où la femme de son patron fera un accident mais qu'ils devraient prier Dieu pour que Dieu sauve la femme de cet accident. Il raconte tout ceci à son patron. Ils ont prié, l'accident arriva mais la femme sortie vivant de cela. Le patron ravi remercia ce dernier avec une forte somme et le renvoya de son boulot. La question est:

POURQUOI LE PATRON A RENVOYER LE VIGILE???

Réflexion

Je réfléchis profondément et j'ai pu comprendre que l'homme perd la santé à la recherche de l'argent, puis perd l'argent pour retrouver la santé. Il pense tellement au futur qu'il oublie le présent et ne vit finalement ni le présent ni le futur. Il vit comme s'il n'allait jamais mourir puis meurt et disparaît comme s'il n'avait jamais vécu. Vanité des vanités tout est vanité. "L'homme heureux vit dans l'amour" Que Dieu soit notre guide et non notre pensée qui nous égare...

Photo du jour

Légendez cette photo

Musique

O'noré de retour sur scène avec « Alléluia »

Révéle lors de la finale du Castel Live Opéra, O'noré, jeune artiste togolais est de retour sur la scène togolaise. Et c'est avec le titre « Alléluia » qu'il réapparaît d'après les coulisses du showbiz africain après un long moment de silence.

Il faut reculer pour mieux sauter dit-on, O'noré a pris du recul pour rebondir avec force au-devant de la scène musicale. Connue sous le nom d'« Honoré du Togo » sous les projecteurs, à l'état civil il se nomme Adabadji Komlan Senyo.

Après la sortie de quelques titres, « Honoré » redevient « O'noré », c'est donc sous ce dernier

nom qu'il a signé son morceau « Alléluia ».

En 1999, son parcours musical commence ! Il fut l'un des trois lauréats du premier prix musical de « Fine au Togo ». Modestement il se faufila derrière les plus forts pour affermir sa passion et son talent encore brut. Du coup en 2003, il est reçu comme stagiaire au sein de l'Orchestre de la



O'noré

Gendarmerie nationale togolaise avant d'être expédié à l'Institut national supérieur des arts et de l'action culturelle (Insaac) d'Abidjan pour une

formation en « maîtrise de voix et d'art de la scène ». En 2012, il s'inscrit au concours panafricain « Castel Live Opéra ». Et c'est ce challenge qui l'éleva aux yeux de l'univers par la confirmation de son talent devant des milliers de téléspectateurs en interprétant le fameux titre « c'est la vie ! » du grand Henri Dikongué.

Trois singles marquent à ce jour sa carrière : « La vie est un roman » (2015, un live acoustique sorti en audio et vidéo), « Stop EBOLA », (le second morceau sorti en 2016), et le troisième « Lobé - Lobé ».

N.E.

Livre de jeunesse/ Togo

Koffivi Assem : « le livre de jeunesse a de la vie »

En marge du Salon international du livre de jeunesse de Conakry, le Togolais Koffivi P. Assem a accordé une interview à nos confrères ledjely.com. D'après cet éditeur et auteur de livres pour enfants, c'est un travail sacerdotal qui alimente le livre de jeunesse dans notre pays, le Togo.



Koffivi Assem

L'éditeur Koffivi P. Assem, même s'il reste foncièrement

optimiste quant à l'avenir de la littérature de jeunesse sur le continent

africain, il n'hésite pas à relever les maux dont souffre l'édition du livre de jeunesse au Togo. Le livre de jeunesse selon Koffivi P. Assem n'existait pas jusqu'aux années 90 où il a été soutenu par l'agence de la francophonie.

C'est donc grâce au soutien de l'Agence de la francophonie que tous les éditeurs togolais ont commencé à éditer des livres de jeunesse. Néanmoins, dans les années 2000,

ces subventions sont devenues quasi absentes. Ainsi les éditeurs sont livrés à eux-mêmes, travaillant, et espérant que le livre de la jeunesse prendra un autre élan. « Certains éditeurs et moi, avons fait de ce travail un sacerdoce pour que le livre de jeunesse continue et que cela ne s'arrête jamais », a révélé Koffivi Paulin Assem.

Malgré ces hauts et bas que traverse l'édition du livre de jeunesse, M. Assem reste confiant quant à l'émergence de ce secteur en Afrique, en particulier au Togo. « Il est vrai que dans notre pays,

depuis 2005 il n'y a pas de subventions pour les livres de jeunesse, mais les enfants suivent les livres de jeunesse à travers des éditeurs comme Ganndal, comme Ago média ; le livre de jeunesse a de la vie », a déclaré Koffivi P. Assem.

D'origine togolaise, Koffivi Paulin Assem est un éditeur et auteur. Il est également directeur général de « AGO Média », une agence de communication et une société de production et de diffusion de bandes dessinées et de films d'animation basée à Lomé.

Nadia Edodji

Lire

« L'Homme qui rit » de Victor Hugo. Ed Hauteville-House. 1869 Pp 16-17

« ...Ursus admirait Homo. On admire près de soi. C'est une loi. Être toujours sourdement furieux, c'était la situation intérieure d'Ursus, et gronder était sa situation extérieure. Ursus était le mécontent de la création. Il était dans la nature celui qui fait de l'opposition. Il prenait l'univers en mauvaise part. Il ne donnait de satisfecit à qui que ce soit, ni à quoi que ce soit. Faire le miel n'absolvait pas

l'abeille de piquer ; une rose épanouie n'absolvait pas le soleil de la fièvre jaune et du vomito negro. Il est probable que dans l'intimité Ursus faisait beaucoup de critiques à Dieu. Il disait : Évidemment, le diable est à ressort, et le tort de Dieu, c'est d'avoir lâché la détente. – Il n'approuvait guère que les princes, et il avait sa manière à lui de les applaudir. Un jour que Jacques II donna en don à la Vierge d'une chapelle catholique irlandaise une lampe d'or massif, Ursus, qui passait par là, avec Homo, plus indifférent, éclata en admiration devant tout le peuple, et s'écria : – Il est certain

que la sainte Vierge a bien plus besoin d'une lampe d'or que les petits enfants que voilà pieds nus n'ont besoin de souliers. De telles preuves de sa « loyauté » et l'évidence de son respect pour les puissances établies ne contribuèrent probablement pas peu à faire tolérer par les magistrats son existence vagabonde et sa mésalliance avec un loup. Il laissait quelquefois le soir, par faiblesse amicale, Homo se détirer un peu les membres et errer en liberté autour de la cahute ; le loup était incapable d'un abus de confiance, et se comportait « en société

», c'est-à-dire parmi les hommes, avec la discrétion d'un caniche ; pourtant, si l'on eût eu affaire à des alcades de mauvaise humeur, cela pouvait avoir des inconvénients ; aussi Ursus maintenait-il, le plus possible, l'honnête loup enchaîné. Au point de vue politique, son écriteau sur l'or, devenu indéchiffrable et d'ailleurs peu intelligible, n'était autre chose qu'un barbouillage de façade et ne le dénonçait point. Même après Jacques II, et sous le règne « respectable » de Guillaume et Marie, les petites villes des comtés d'Angleterre pouvaient

voir rôder paisiblement sa carriole. Il voyageait librement, d'un bout de la Grande-Bretagne à l'autre, débitant ses philtres et ses fioles, faisant, de moitié avec son loup, ses mômeries de médecin de carrefour, et il passait avec aisance à travers les mailles du filet de police tendu à cette époque par toute l'Angleterre pour éplucher les bandes nomades, et particulièrement pour arrêter au passage les « comprachicos ». Du reste, c'était juste. Ursus n'était d'aucune bande. Ursus vivait avec Ursus ; tête-à-tête de lui-même avec lui-même dans lequel un loup fourrait

Santé cardiovasculaire

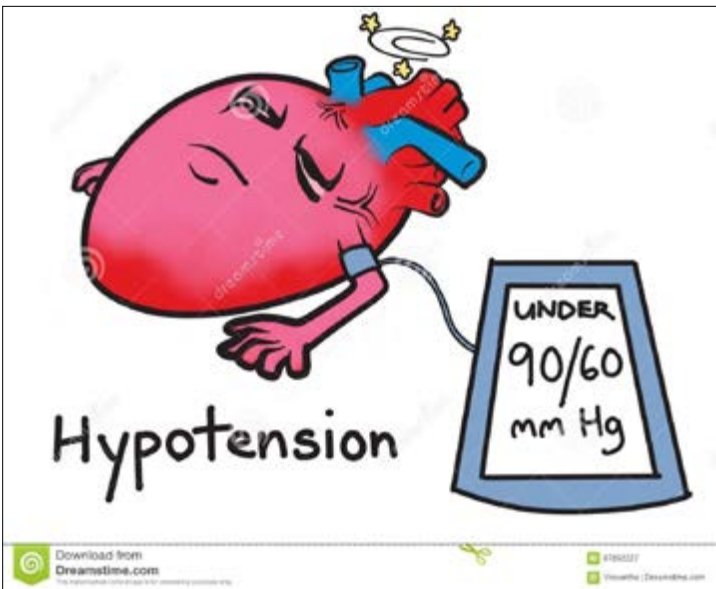
L'hypoglycémie est aussi dangereuse que l'hyperglycémie

Très souvent, lorsqu'on parle de conséquences liées au diabète, on pense directement à l'élévation du niveau du sucre dans le sang (hyperglycémie). Beaucoup de personnes sont loin de s'imaginer qu'une baisse importante du taux de sucre dans le sang (hypoglycémie) peut aussi entraîner des complications comme un Accident vasculaire cérébral (AVC).

L'hypoglycémie intervient lorsque la quantité de sucre qui circule dans notre sang est trop basse. Dans ce cas, votre glycémie, qui correspond au taux de sucre dans le sang, est inférieure à 0,5 g/L. Pour de nombreuses personnes, il peut paraître paradoxal d'entendre parler d'hypoglycémie et diabète alors que cette maladie se définit par un excès de sucre dans le sang. Pour autant, chez une personne atteinte de diabète, différentes raisons peuvent entraîner une baisse de la quantité de sucre dans le sang et donc une hypoglycémie. Ces hypoglycémies peuvent être causées par différents facteurs, à savoir

un apport en glucides insuffisant dans le repas consommé, un stress psychologique ou physique, une erreur dans la prise du médicament antidiabétique que ce soit l'insuline ou un antidiabétique oral, une activité physique plus longue ou plus intense qu'à l'habitude. Faire aussi attention à la consommation d'alcool en n'ayant rien mangé avant car l'alcool a un effet hypoglycémiant. Les signes de l'hypoglycémie sont assez faciles à reconnaître car très visibles. La personne transpire fortement tout en présentant des maux de têtes importants, des tremblements, une vision qui se trouble avec une

forte sensation de faim. Si l'hypoglycémie s'aggrave, en plus des symptômes précédents, la personne peut avoir des troubles du comportement en devenant très agressive, peut perdre connaissance et tomber dans le coma. En cas d'hypoglycémie, agir dès le démarrage des premiers symptômes. Les patients diabétiques doivent toujours avoir sur eux des carreaux de sucre, des bonbons sucrés ou des boissons sucrées. Les conséquences des hypoglycémies peuvent être très graves allant jusqu'au coma ou même la mort. Il est donc indispensable de réagir dès le démarrage des premiers symptômes. Dès que les symptômes



apparaissent, la personne diabétique doit au choix prendre immédiatement : 3 cuillères à café de sucre dans de l'eau ou manger 3 morceaux de sucre, boire une boisson sucrée, manger des bonbons sucrés ou prendre 2 cuillères de miel. Après la compensation de la phase aiguë de cette hypoglycémie, il faut prendre rapidement un repas. Si ce repas est prévu plus d'une heure après, il faut prendre une collation contenant au moins 15 g de glucides et une

source de protéines (cela correspond par exemple à une tranche de pain avec 30 g de fromage). Enfin, il est important de rapporter tous les événements d'hypoglycémie à votre médecin pour tenter de réajuster la prise en charge de votre diabète. La consultation du médecin est l'acte le plus important après les premières réactions.

Edem D.
Source : Stephane
Besançon, nutritionniste

Hypotension orthostatique

Quand la tension artérielle est trop basse

L'hypertension est un sérieux problème de santé très connu par les Togolais. Mais beaucoup de personnes ignorent que l'inverse est tout aussi inquiétante. L'hypotension qui est le signe d'une tension artérielle trop basse, ne doit être négligée ni par les patients et leurs familles, ni par les soignants.

Les chiffres de pression artérielle considérés comme normaux chez un adulte se situent dans une fourchette de 10 à 13 cm de mercure (100 à 130 mm) pour la maximale, ou pression systolique, et d'environ la moitié pour la minimale, ou pression diastolique. Ils sont plus bas chez l'enfant, et un peu plus bas également au cours de la grossesse non compliquée. Effectivement, dans un contexte de fatigue, par exemple liée à une virose, une grippe, ils peuvent être abaissés transitoirement. Cela ne doit pas inquiéter et il n'y a pas à traiter des chiffres qui reviendront à la normale avec la guérison. Certaines situations aiguës, comme une défaillance cardiaque, une insuffisance des glandes surrénales, un choc infectieux avec septicémie, peuvent entraîner une grave baisse de pression, appelée collapsus, à traiter en réanimation.

Mais ce qui paraît important à connaître, parce que beaucoup plus courant, et parfois dangereux, c'est ce que l'on appelle l'hypotension orthostatique.

La pression artérielle est normale ou même élevée en position couchée, mais au passage en orthostatisme, donc en se levant, le mécanisme normal de régulation de la pression artérielle, mécanisme d'ailleurs complexe, neurologique, hormonal et vasculaire, fonctionne mal : par gravité, le volume sanguin reste dans la partie basse du corps et la pression dans les bras, mais surtout dans les artères cérébrales est trop basse : le cerveau ne reçoit alors plus assez d'oxygène. Il peut survenir un trouble de la vue, un vertige, un malaise, au maximum une brève perte de conscience ou de tonus musculaire, entraînant une chute. On sait que ces chutes,



notamment chez un sujet âgé, et aux os fragilisés par l'ostéoporose, peuvent avoir des conséquences redoutables : fracture du col du fémur, du bassin, des côtes, tassement vertébral. La prise régulière de la pression artérielle, en position couchée ou assise, mais aussi en position debout est donc un geste fondamental : on définit l'hypotension orthostatique par une diminution de la

maximale de 2 cm (20 mm) ou davantage, en mesurant cette pression (et le rythme cardiaque) après une, trois et cinq minutes de passage en position debout.

La prévention passe par la prise de la pression artérielle de façon régulière, et en position couchée puis debout, particulièrement chez le sujet âgé, et par une surveillance de l'effet

cumulé de certains traitements. Devant des symptômes mal expliqués comme vertiges, malaises, chutes, cette prise de pression est bien entendu impérative. Chez les sujets exposés il faut insister sur une mesure simple : la nécessité de se lever du lit par étapes, en s'asseyant d'abord au bord du lit, notamment lors des levers nocturnes, pour laisser au volume sanguin le temps de mieux se répartir. Des moyens physiques existent pour limiter cette baisse de pression en position debout : c'est le port de collants de contention veineuse, mis avant de se lever. On conseille aussi de ne pas dormir à plat, mais en surélevant la tête du lit, en quelque sorte pour « habituer » la circulation à une position demi-assise avant le lever.

Edem Dadzie
Source : Pr Alain Krivitzky,
endocrinologue

Cop 24/Mieux planifier pour répondre aux exigences de l'Accord de Paris Le réseau climat et développement a animé un side events hier au Pavillon l'OIF/IFDD les 70 ans de la DUDH

Le réseau climat et développement a animé hier après-midi, un side events au pavillon de l'OIF/IFDD sur «comment planifier le développement local dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture et des ressources en eau pour assurer une cohérence avec les Contributions déterminées au niveau national (CDN) et les objectifs de l'Accord de Paris dans les pays africains francophones».

Mettre en œuvre l'Accord de Paris implique la prise de mesures fortes en faveur de l'énergie (la problématique de la transition énergétique), promouvoir une agriculture durable et résiliente face aux changements climatiques (agroécologie, agriculture biologique), la gestion durable des ressources en eau (ODD 6). Les pays

africains qui pourtant polluent très peu, sont très concernés par ces problématiques.

L'accès de tous à des formes d'énergie propres (ODD 7), les problèmes de sécheresses et l'inefficacité de l'agriculture traditionnelle qui menacent la sécurité alimentaire, la raréfaction des ressources en eau et la mauvaise gestion de celles existantes sont

des problématiques qui touchent les pays africains, surtout ceux francophones.

Les CDN qui devront permettre de respecter les ambitions de l'Accord de Paris, se penchent sur l'ensemble de ces préoccupations. Le side events d'hier a été l'occasion de présenter un cas de gestion intégrée de la zone côtière au

Sénégal, et de partager avec les participants, les recommandations du réseau climat et développement pour la Cop 24.

Ces recommandations sont issues de l'atelier annuel du réseau tenu en juin 2018 à Bamako. Très souvent, la voix des pays africains, notamment ceux francophones restent inaudibles lors des négociations. Cette fois-ci, avec ces initiatives du réseau climat et développement, pourra-t-on accorder à l'Afrique la place qu'il mérite dans

ces pourparlers ?

Ce sera le vœu des activistes environnementalistes du continent qui déçus par l'immobilisme, n'attendent plus grand chose des conférences sur le climat. Katowice 2018 pourra-t-il les démentir ? En tout cas, le réseau climat et développement, poursuit de son côté ses lobbyings. Plus tôt dans la journée d'hier, les membres du réseau ont eu un entretien avec M. Ibila (un des négociateurs). Une bonne nouvelle pour la suite ?

Edem Dadzie, à Katowice

MIFA TOGO met en exergue l'opérationnalisation de la chaine de valeur au Togo

Acteurs et promoteurs de la chaine de valeur agricole ont pris d'assaut hier mardi, 04 décembre 2018, la salle AFRICA de CETEF TOGO2000 pour répondre au rendez-vous du panel initié dans le cadre de la Foire internationale de Lomé. Ce panel était co-animé par le Mécanisme Incitatif de Financement Agricole, fondé sur le partage de risques MIFA, sous le thème général « Opérationnalisation de la chaine de valeur au Togo : cas du secteur agricole »

Monsieur Noël BATAKA, coordonnateur du #MIFATOGO, dans son exposé, a planché particulièrement sur « les solutions innovantes de développement de la chaine de valeurs ». Selon lui, les cinq mois après le lancement du mécanisme ont permis de structurer les chaînes de valeurs, mobiliser les financements et fournir une assistance technique et appropriée aux acteurs. Il a surtout

insisté sur la démarche qualité, l'une des finalités de tout le processus, pour rendre les produits compétitifs sur le marché international. Parlant toujours de la révolution qu'apporte le MIFA dans le secteur agricole, monsieur BATAKA a fait une comparaison entre les méfaits des anciennes techniques cloisonnées de l'agriculture qui avaient, sans doute, découragé les bailleurs et les techniques actuelles aux résultats probants. « Le MIFA TOGO

est un mécanisme à succès et nous exhortons les acteurs de la chaîne de valeurs à soutenir et accompagner le processus en cours » a-t-il ajouté.

Cette conférence a connu également la participation d'autres structures, à savoir le Ministère de l'agriculture, de l'ITRA, et de Coris Bank qui ont partagé tour à tour leurs expériences et points de vue sur les chaînes de valeurs.

MIFA TOGO, pour sa



Des panélistes lors de l'événement

part, a poursuivi dans la soirée, la séance avec des tables rondes autour des filières anacarde, manioc, karité, volailles et produits maraichers, afin d'analyser à fond les chaînes de valeurs et formuler des solutions les plus appropriées. Les travaux de cet exercice se sont déroulés dans une ambiance de partage et

d'apprentissage, sous la supervision de l'équipe de MIFA.

Notons par ailleurs que ce panel est l'initiative du Centre Togolais des Expositions et Foires (CETEF), à l'occasion de sa quinzième Edition à TOGO 2000, du 23 novembre au 10 décembre 2018.

La rédaction

Campagne électorale 2018

Le Kloto constate l'effectivité de la campagne électorale

Aussitôt lancée il y a 48 heures, la course à la conquête des voix tient déjà ses promesses. Les habitants de la préfecture du Kloto ont reçu la chaleur des campagnes mardi dernier, de la part du parti au pouvoir, Union pour la République (Unir) et du Mouvement patriotique pour la démocratie et le développement (MPDD), l'un des partis de l'opposition. Les villes, les cantons et les ruelles de cette préfecture ont été témoins du lobbying proposé par les deux partis.

Pour le parti au pouvoir, la caravane qui est partie du centre, a drainé les caravaniers habillés de tee-shirts, de casquettes et des foulards

aux couleurs du parti, dans les rues de la ville de Kpalimé au son de la fanfare avec des démonstrations de charme avant de se rendre respectivement à Tové et

à Atchavé pour revenir à leur point de départ dans la soirée. Au niveau du MPDD, le candidat de la zone et ses militants ont mené leur caravane dans

les cantons de Kpadapé, Gbalavé Ahundjo, et le village de Yéviépé, avant de revenir à Kpalimé. Pour les différents responsables des partis UNIR, le secrétaire préfectoral Gavlo Martin et du MPDD, le secrétaire fédéral Kloto-Kpélé, Ahiatrogah Dodzi, il s'agit par cette démonstration caravanière, de réveiller les militants et de faire connaître à l'électorat que la campagne a effectivement démarré dans le Kloto.

Les choses se sont encore précisées hier où les candidats accompagnés

de leur état-major et de leurs militants, pendant les 14 jours, sillonnent les cantons, villages, les coins les plus reculés et dans les quartiers de la ville de Kpalimé pour faire connaître leurs programmes des candidats afin de convaincre l'électorat de voter pour eux à travers des meetings de sensibilisation.

La Force spéciale élections législatives (Fose-2018), naturellement, sert de garde-fou pour assurer la sécurité et le bon déroulement de la campagne.

Attipoe Edem Kodjo

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

TOGO: BANQUE ATLANTIQUE FINANCE L'INTERVENTION CHIRURGICALE D'ENFANTS MALADES

Lomé, le 03 décembre 2018

Banque Atlantique, filiale du groupe Banque Centrale Populaire du Maroc annonce la signature d'une convention avec l'Association NOHA portant sur le financement de la prise en charge chirurgicale complète de soixante (60) enfants souffrant de malformations congénitales.

La cérémonie de signature s'est déroulée ce vendredi 30 novembre entre MM. Daniel ABDOU GALADIMA et Jean pierre GNASSINGBE, respectivement Directeur Général Adjoint de Banque Atlantique et Président de l'association NOHA

A travers ce partenariat, Banque Atlantique apporte son soutien à un projet de soins d'enfants malades issus de familles défavorisées. Les 60 enfants concernés, atteints de pathologies graves et dont les familles manquent de moyens financiers, bénéficieront d'opérations coûteuses, impossibles à réaliser au Togo. Dans ce cadre, Banque Atlantique prend en charge la location d'un bloc opératoire entièrement équipé, sous le contrôle de médecins chirurgiens spécialisés et d'anesthésistes venus de France, ainsi que l'ensemble des médicaments post-opératoires. L'accompagnement de Banque Atlantique permet d'une part d'amoindrir le lourd fardeau que représente cette charge financière, matérielle et psychologique pour les familles ayant des enfants handicapés et d'autre part le transfert de compétences aux équipes chirurgicales locales qui pourront à l'avenir réaliser ces interventions. L'association NOHA a été créée en novembre 2016 pour faire bénéficier aux enfants dans le besoin, d'interventions chirurgicales pédiatriques lors de missions ponctuelles. Elle s'appuie sur la compétence de médecins Français et l'aide de donateurs tels que Banque Atlantique pour organiser la prise en charge d'interventions chirurgicales pédiatriques d'enfants vivant avec un handicap congénital sélectionnés par ses soins. Banque Atlantique, acteur clé du marché financier au Togo, est fortement impliqué dans la transformation économique du pays. Son engagement citoyen s'articule autour de 4 axes d'intervention (social, entrepreneuriat, environnement et culture) qu'elle investit pour innover dans son modèle, faisant émerger les bases d'une économie responsable.

A propos de Banque Atlantique

Banque Atlantique est le 3ème plus grand groupe bancaire de la zone UEMOA en termes de parts de marché.

Banque Atlantique est présente dans les huit pays de l'espace UEMOA:

- Bénin
- Burkina Faso
- Côte d'Ivoire
- Guinée-Bissau
- Mali
- Niger
- Sénégal
- Togo

Banque Atlantique s'appuie, également, sur des filiales spécialisées telles que:

- Banque d'Affaires: Atlantique Finance
- Gestion d'actifs: Atlantique Asset Management
- Assurances: Atlantique Vie et Atlantique Assurance IARD en Côte d'Ivoire, GTA Vie et GTA IARDT au Togo

A propos de la maison mère: le Groupe Banque Centrale Populaire (BCP)

Le Groupe BCP, l'une des premières institutions bancaires du Maroc, est dans le Top Ten des banques africaines en termes de taille de bilan. Il tire sa force de ses valeurs de solidarité, de mutualité et de son organisation unique au Maroc. Le Groupe est composé de 9 Banques Populaires Régionales (BPR) à vocation coopérative; de la Banque Centrale Populaire (BCP), organe central du Groupe sous la forme de société anonyme cotée en Bourse; ainsi que de filiales spécialisées, de fondations et de banques et représentations à l'étranger. Le Groupe BCP



Poignée de mains appuyée d'échanges de parophes



Vue partielle de l'assistance



Photo de famille

est présent dans 12 pays africains et 13 autres pays dans le reste du monde. Dans l'espace UEMOA, la BCP s'appuie fortement sur Banque Atlantique pour construire le premier groupe bancaire panafricain, solidaire et ancré localement. Cette notion de solidarité renvoie à l'engagement du Groupe aux côtés des pays africains pour le financement des grands projets d'infrastructure et le développement de l'inclusion sociale et financière, tout en renforçant le lien entre la diaspora africaine dans le monde et les pays d'origine. Elle illustre aussi le lien fort existant entre le Groupe et ses différentes filiales pour une meilleure résilience dans la durée.

Contact presse Banque Atlantique

Nom: Antoinette DIARRA
E-mail: antoinette.diarra@banqueatlantique.net